

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

n° 661

semaine du
1^{er} au 7 juillet 2021

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

Page 3

Jeudi 24 juin : des centaines se sont rassemblées au ministère contre les fermetures de lits et d'hôpitaux

Le 24 juin, à 14 heures, 600 manifestants se sont rassemblés, devant le ministère de la Santé, pour exiger l'abandon des projets de fermeture des hôpitaux Beaujon (92) et Bichat (75), que le gouvernement entend démanteler au profit d'un nouvel hôpital, supprimant au passage 300 lits et 1 000 postes. Ils exigent aussi l'ouverture de 100 lits à l'Hôtel-Dieu.

À l'origine, l'appel avait été lancé, dès le 11 mai, par l'assemblée générale des hospitaliers de Beaujon (Clichy), venus nombreux à ce rassemblement, avec leurs syndicats CGT et FO et le collectif inter-urgences (CIU). Cet appel avait été largement repris par des unions départementales FO et CGT, dans les Hauts-de-Seine, à Paris, dans le Val-d'Oise. Des représentants syndicaux de l'hôpital Bichat (75), de l'Hôtel-Dieu (75), de la blanchisserie (AP-HP), du siège (AP-HP), de l'hô-



Correspondant

pital européen Georges-Pompidou (75), de Robert-Debré (75), de Broca (75), d'Antoine-Béclère (92), de Charles-Richet (95), de l'hospitalisation à domicile (HAD) étaient également présents, ainsi que des agents de la Sécurité sociale de Paris, à l'appel de leurs syndicats FO et CGT, des enseignants, des retraités... Différents comités de défense d'hôpitaux sont venus. Celui, bien sûr, des

hôpitaux de Bichat et Beaujon, celui des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay (Essonne) et surtout celui de l'hôpital de Beaumont (95) qui avait affrété un car entier, rempli de nombreux personnels. À l'issue du rassemblement, la délégation qui a été reçue par le ministère a rendu compte auprès des manifestants de la discussion avec les autorités.

Le compte rendu des syndicats FO-CGT et du CIU de l'hôpital Beaujon (extraits)

(...) Sous la pression des manifestants, une délégation a été reçue par M. Arnaud Vanneste, conseiller chargé de l'offre de soins, des financements et de l'organisation hospitalière auprès d'Olivier Véran. Nous avons alors développé nos arguments : Comme seule réponse, M. Vanneste s'est engagé à transmettre les éléments fournis par la délégation à M. Olivier Véran, qui organisera dans les prochaines semaines un déplacement dans les hôpitaux Beaujon et Bichat pour constater de lui-même la situation. Ils ne doutent de rien. Manifestement, ils font le pari stupide que l'isolement, la division, la lassitude vont gagner les personnels et qu'ainsi ils pourront faire passer les mesures. Ils vont devoir déchanter. Nous avons commencé à nous organiser, intégrant nos organisa-

tions, bien souvent des associations ; nous allons permettre aux personnels que nous allons réunir en AG de contrôler leur action, de définir très précisément leurs revendications. Ainsi, alors que nous étions plusieurs centaines ce 24 juin devant le ministère, ce qui est un premier pas considérable, nous reviendrons à plusieurs milliers. Patiemment, mais déterminés, la lutte entre les défenseurs de l'hôpital public que nous sommes, et ses fossoyeurs ne fait que commencer. En conséquence, les membres de la délégation, qui ont rendu compte devant les manifestants des échanges avec M. Vanneste, ont pris date et ont informé que des suites seront données à ce premier rassemblement devant le ministère, qui en appelle d'autres.

Pages 4 et 7

■ Le gouvernement s'attaque par décret aux malades cancéreux et à la Sécurité sociale

■ Samedi 26 juin, plus de 2 000 manifestants à Mayenne pour la défense de l'hôpital public

■ Aéroports de Paris : la mobilisation se poursuit

A nouveau ce vendredi 25 juin, ce sont 700 salariés grévistes d'Aéroports de Paris qui ont manifesté à Roissy pour le retrait pur et simple du plan d'adaptation des contrats de travail (Pact) de la direction prévoyant notamment des baisses de salaires jusqu'à 20 %.

3 juillet : réunion du Comité national de résistance et de reconquête élargie aux délégués des comités locaux

Samedi 3 juillet, la délégation permanente du Comité national de résistance et de reconquête (CNRR) se réunit avec les délégués des comités locaux à Paris, quelques jours après le second tour des élections régionales où une abstention historique s'est de nouveau exprimée.

Tous les partis sont rejetés comme jamais, les listes LREM finissent partout en dernière position au second tour. C'est la suite du dédagisme initié en 2017.

À l'image de ces salariés de la Fonderie de Bretagne qui ont publiquement décidé de brûler leur carte d'électeur (voir *Informations ouvrières* n° 660),

des milliers et des milliers de jeunes, de travailleurs ont décidé de ne pas voter, considérant que ces élections ne les concernaient pas, que le résultat, quel qu'il soit, ne changerait rien.

Dans ce contexte, les comités locaux de résistance et de reconquête, qui rassemblent des milliers de travailleurs, de jeunes et de militants d'origines diverses, sont insérés dans les batailles en cours pour aider la lutte de classe, à son surgissement, comme à Paris aux côtés des hospitaliers rassemblés par centaines le 24 juin sur leurs revendications.

À l'ordre du jour des échanges le 3 juillet : rassembler tous les éléments de

combat, aider les processus de résistance en cours, les relier et préparer un grand rassemblement national du CNRR à l'automne à Paris.

C'est la nécessité de regrouper une force organisée qui est posée.

Chaque semaine, tout l'été, *Informations ouvrières* entend y contribuer et y aider.

7 juillet : premier numéro d'été. *Informations ouvrières* publiera dans ce numéro un compte rendu des échanges de la réunion du CNRR.

Pour ne rien manquer et suivre la suite de cette discussion, abonnez-vous !

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

10 numéros de l'été : 12 euros

(8 juillet au 9 septembre 2021) du n° 3056 (n° 662) au n° 3065 (n° 671)

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros 9,50 euros pour les plis clos

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....
@.....

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signer l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

5 numéros "découverte" : 7 euros **12 numéros : 17 euros**

4 mois (17 numéros) : 24 euros **6 mois (25 numéros) : 33 euros**

1 an (51 numéros) : 65 euros **1 an, pli clos : 110 euros**

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité : Département :

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZZ442543

Cadre réservé à l'administration du journal